**COMMUNE DU PEAGE DE ROUSSILLON**

**COMPTE-RENDU**

**DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2017**

L’an deux mille dix-sept, le quatorze décembre, le Conseil municipal, dûment convoqué le sept décembre, s’est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. Stéphane SPITTERS, Maire.

**Présent(e)s** : Mmes et MM. Stéphane SPITTERS, Jacqueline LAMY, Dominique FLACHER-LHERMET, Daniel ROBERT-CHARRERAU, Laurent WILB, Fanny THIBERT, Chantal GARDAN, Ahmed HAMADACHE, Geneviève GONIN, Marie-Noëlle POURRAT, Marie-Laure TRAYNARD, Juvénal-Alfred BIMENYIMANA, Roland FERREIN, Gilles BLACHIER, Bernard JACOB, Martine SARTRE, Luc GONIN, Huzeyme KORLU, François MAGNIEN, Olga DAMIAN, Jean-Claude DUPLAND, François GOUYAUD, Jean-Pierre GABET, Evelyne DUVERNOY (jusqu’au sujet 4).

**Excusé(e)s** : Hélène ROBERT, Emmanuelle GRAIL, Christine MASSON, Evelyne DUVERNOY (à partir du sujet 5), Thierry DARBON.

**Absent(e)s :** Hasan SENER.

**Pouvoirs** : Hélène ROBERT donne pouvoir à Dominique FLACHER-LHERMET, Emmanuelle GRAIL donne pouvoir à Stéphane SPITTERS, Christine MASSON donne pouvoir à Olga DAMIAN, Evelyne DUVERNOY donne pouvoir à Jean-Pierre GABET (à partir du sujet 5).

**Ahmed HAMADACHE est élu secrétaire de séance.**

**Le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2017 est adopté à l’unanimité.**

1. Approbation du projet de PLU et du zonage d’assainissement de la commune du Péage de Roussillon

Geneviève GONIN présente le sujet.

« Suite à l’arrêt du projet de plan local d’urbanisme (PLU) en conseil municipal du 31 janvier 2017, ce dernier a été adressé aux personnes publiques associées (PPA). Les PPA ont également été destinataires du projet de zonage assainissement élaboré par la régie d’assainissement du pays roussillonnais, en prévision de l’enquête publique conjointe aux deux documents, attendue par la préfecture.

Ces avis recueillis, l’enquête publique s’est déroulée du 26 juin au 26 juillet 2017.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif pour mener l’enquête conjointe portant sur le PLU et le zonage d’assainissement, s’est tenu à disposition du public lors de cinq permanences.

Le 1er septembre, le commissaire a rendu son rapport et ses conclusions, soit un avis favorable au projet de PLU, accompagné de deux recommandations. Le projet de zonage assainissement a quant à lui fait l’objet d’un avis favorable.

Les recommandations du commissaire portaient sur deux remarques émises par le public à la suite desquelles il conseillait de ne pas modifier le document. Ces recommandations ont été suivies et il n’y pas eu d’ajustement sur les points en question.

Au-delà de la l’avis consultatif du commissaire enquêteur, la municipalité demeurait libre d’apporter des modifications qui lui semblaient pertinentes afin de répondre aux remarques des PPA et du public, conformément à l’article L. 153-21 du code de l’urbanisme, sans modifier l’économie générale du projet.

*Modifications apportées au regard des avis des PPA*

* 1. *avis de la préfecture adressé au Maire le 30 mai 2017*

Les services de l’Etat ont émis un avis favorable sur le projet de PLU sous réserve d’une prise en compte des observations formulées. Elles portaient sur des questions de mise en forme, mais également sur la compatibilité avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT). Ainsi, l’Etat attendait de la commune qu’elle augmente les objectifs de densité dans les orientations d’aménagement et de programmation (OAP) afin de se rapprocher au mieux d’une moyenne de 40 logements par hectare attendue par le SCOT, avec une marge de manœuvre de plus ou moins 10%.

Les objectifs de densité ont été légèrement augmentés sur le secteur de la montée de Louze (de 25 à 30 logements par hectare). Le bilan du scénario proposé passe ainsi d’une moyenne de 35 logements par hectare à 37 logements par hectare, répondant ainsi à la demande de la préfecture.

****

Figure 1 : extrait projet de PLU modifié : bilan du scénario proposé

1. ***Modifications apportées au regard des observations du public***
   1. ***observation n°1***

Suite à l’observation n°1, la municipalité a choisi de mettre en place un phasage sur l’OAP de la Pertuisière. Cette adaptation permet d’éviter le blocage de l’urbanisation de la zone, des propriétaires ne souhaitant pas vendre leurs terrains pour une opération dans l’immédiat. Par ailleurs, ce phasage permettra d’échelonner dans le temps les nouvelles constructions et l’arrivée de nouveaux habitants.

****

Figure 2 : extrait projet de PLU modifié : OAP Pertuisière

* 1. *observations n°3, 5, 6, 7 et 8*

Suite aux observations n°3, 5, 6, 7 et 8, la municipalité a choisi de retirer l’emplacement réservé n°10 qui visait à créer une liaison douce entre le site de la carrière route de Sablons et la rue Raymond-Poincaré. Cette suppression a été décidée au vu des nombreuses incertitudes sur l’aménagement opérationnel du site et notamment l’échéance à laquelle il sera possible (secteur en 2 AU, nécessitant une modification du PLU pour être ouverte à l’urbanisation). Une réflexion sur les connexions à établir avec le tissu urbain existant sera relancée lors de la définition du projet d’aménagement du secteur.

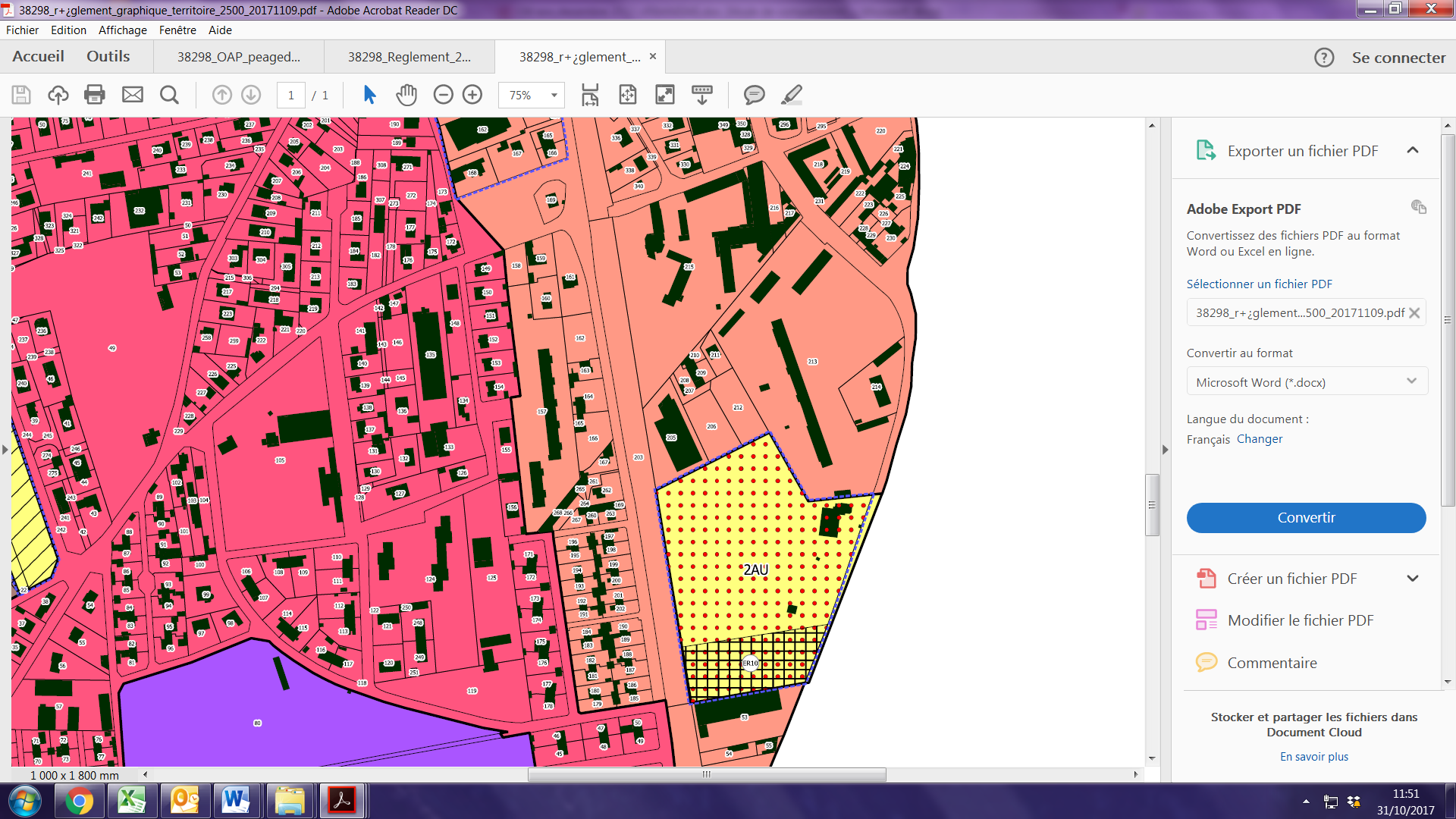
****

Figure 3 : extrait projet de PLU modifié : suppression de l’emplacement réservé n°10

Outre les remarques portant sur la mise en forme des différentes pièces du PLU, la municipalité n’a pas donné suite aux autres remarques et observations émises par lesPPA et le public car les modifications attendues auraient porté atteinte à l’équilibre général du projet.

Le zonage d’assainissement n’a quant à lui fait l’objet d’aucune remarque ou observation et a recueilli un avis favorable du commissaire enquêteur.

Les avis des PPA, les remarques du public, le rapport et les conclusions du commissaire sont consultables en ligne sur le site internet de la commune.

Les pièces du projet de PLU modifiées à l’issue de l’enquête sont consultables en mairie avant la tenue du conseil municipal (voir dates et conditions de consultation dans le courrier envoyé par messagerie électronique) ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 7*

*Contre : 0*

*Pour : 20*

Vu le code de l’urbanisme et notamment les articles L.151-1, R.151-1 et suivants, L. 153-21, L. 153.22 et R.153-20 ;

Vu la délibération n° 2012-028 en date du 27 juin 2012 relative à la prescription de la révision du plan d’occupation des sols (POS) et aux modalités de concertation ;

Vu le débat du conseil municipal du 28 janvier 2016 sur les orientations du projet d’aménagement et de développement durables (PADD) ;

Vu la délibération n° 2017-001 en date du 31 janvier 2017 arrêtant le projet de plan local d’urbanisme (PLU) ;

Vu l’arrêté municipal n° 2017-095 en date du 24 mai 2017 mettant le projet de PLU à enquête publique, qui s’est déroulée du 26 juin 2017 au 27 juillet 2017 ;

Vu le procès-verbal de l’enquête publique à laquelle il a été procédé du 26 juin 2017 au 27 juillet 2017 et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que des avis et observations émis par les personnes publiques associées et le public, ainsi que les résultats de l’enquête publique, justifient des adaptations mineures du PLU ;

Considérant que le projet de PLU, tel qu’il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l’article L.153-21 du code de l’urbanisme ;

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité moins sept abstentions, décide d’approuver le plan local d’urbanisme avec les modifications présentées, tel qu’annexé à la présente délibération.***

1. **Institution du droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU**

Geneviève GONIN présente le sujet.

« Suite au passage transitoire de la commune sous règlement national d’urbanisme (RNU), le droit de préemption urbain (DPU) instauré et délégué au Maire par délibérations du conseil municipal du 26 février 2015 est devenu caduc.

L’approbation du PLU permet de réinstaurer le droit de préemption sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU), afin d’optimiser la faisabilité d’opérations d’initiative publique, en vertu des articles L. 210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants ainsi que des articles R.211-1 et suivants du code de l’urbanisme.

Pour rappel, l’instauration du droit de préemption urbain permet à la commune d’acquérir un bien prioritairement à l’occasion de sa mise en vente à titre onéreux dans des zones préalablement déterminées, dans le but de réaliser une opération d’intérêt général.

Dotée de ce droit de préemption urbain, une commune a ainsi la possibilité de constituer des réserves foncières qui recevront, à terme, des opérations destinées à favoriser son développement économique et social ou toute action spécifique entrant dans le cadre des actions définies à l’article L.300-1 du code de l’urbanisme, à savoir :

* l’aménagement d’un projet urbain ;
* la mise en œuvre d’une politique locale de l'habitat ;
* l’organisation du maintien, de l'extension ou de l'accueil des activités économiques ;
* le développement des loisirs et du tourisme ;
* la réalisation d’équipements collectifs ou de locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
* la lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
* le renouvellement urbain ;
* la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels.

Il est ainsi proposé au conseil municipal d’instaurer le droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines et à urbaniser (U et AU). En vertu de l’article L. 211-4 du code de l’urbanisme, le droit de préemption renforcé, à la différence du droit de préemption simple, permet notamment de préempter des biens dès quatre ans après leur achèvement (dix ans pour le DPU simple) et accroit les possibilités de préempter des lots en copropriété, ce qui peut être nécessaire pour les opérations menées en centre-ville ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 0*

*Contre : 0*

*Pour : 27*

Vu les articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 300-1 du code de l’urbanisme,

Vu l’article R. 211-1 et suivants du code de l’urbanisme,

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :***

* ***institue le droit de préemption urbain renforcé sur l’ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser définies par le PLU de la Commune ;***
* ***charge le Maire d’effectuer les démarches nécessaires à l’institution de ce droit, à savoir :***

***● l’affichage en mairie de la présente délibération durant un mois ;***

***● la publicité de la présente délibération dans deux journaux diffusés dans le département de l’Isère ;***

***● la transmission d’une copie de la présente délibération au directeur départemental des finances publiques, au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.***

1. **Délégation du Conseil municipal au Maire : exercice du droit de préemption urbain et faculté de subdéléguer l’exercice de ce droit à l’occasion de l’aliénation d’un bien**

Geneviève GONIN présente le sujet.

« Comme l’avait fait le conseil municipal lors de sa séance du 26 février 2015, il est proposé de donner délégation au Maire pour exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l’urbanisme, que la commune soit titulaire ou délégataire, ainsi que pour déléguer l’exercice de ces droits à l’occasion de l’aliénation d’un bien, selon les dispositions prévues au premier alinéa de l’article L. 213-3 du même code. Il est rappelé que dans le cadre de la convention d’études et de veille foncière liant la commune à l’EPORA, l’accord du conseil municipal est indispensable avant tout portage foncier.

Pour mémoire, en vertu de l’article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, les décisions du Maire prises par délégation du conseil municipal sont soumises aux mêmes règles que les délibérations portant sur les mêmes objets.

Par ailleurs, le Maire doit rendre compte à chaque conseil municipal des décisions prises par délégation et le conseil municipal peut mettre fin aux délégations ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 5*

*Contre : 0*

*Pour : 22*

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu l’article L.213-3 du code de l’urbanisme,

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité moins cinq abstentions, en vertu de l’article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, donne délégation au Maire :***

* ***pour exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire ;***
* ***pour l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article*** [***L. 213-3***](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815126&dateTexte=&categorieLien=cid) ***du code de l’urbanisme.***

1. **Intégration au domaine public communal des parcelles AT 287, 289 et 291**

Geneviève GONIN présente le sujet.

« Il est proposé au conseil municipal d’acheter les parcelles AT 287, AT 289 et AT 291, pour un euro chacune, aux consorts LOUBECHINE. Ces dernières constituent des délaissés de voirie situés à hauteur du 33 rue de Vireville : elles sont, dans les faits, utilisées comme faisant partie du domaine public mais appartiennent toujours à des particuliers. Ces parcelles représentent les surfaces suivantes :

* AT 287 : 1 mètre carré ;
* AT 289 : 10 mètres carrés ;
* AT 291 : 38 mètres carrés ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 0*

*Contre : 0*

*Pour : 27*

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :***

***- accepte que la commune achète les parcelles AT 287, AT 289 et AT 291 aux consorts LOUBECHINE, pour un euro chacune ;***

***- autorise le Maire à signer tout document et à effectuer toute démarche en ce sens.***

1. **Décision modificative n°1 au budget primitif 2017**

Daniel ROBERT-CHARRERAU présente le sujet.

« Régulièrement, après avoir réalisé la synthèse des restes à recouvrer, la Trésorerie communique aux communes le montant des provisions pour risque d’irrécouvrabilité qu’il convient de constituer. Celles-ci représentent 10% des restes à recouvrer, soit un montant de 5 471 euros. Cette procédure comptable constitue une mesure de prudence, au cas où le recouvrement des créances soit compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Par ailleurs, lorsque des études commandées par la commune ont été suivies de travaux, il convient de procéder à l’intégration des frais d’études concernés et réalisés au cours des exercices précédents, ce qui permet par la suite la récupération de la TVA sur ces dépenses, en les rendant éligibles au fonds de compensation de la TVA (FCTVA). Il s’agit en l’occurrence d’inscrire un montant de 27 100 euros.

Enfin, il convient de régulariser un certain nombre d’amortissements de biens communaux afin de faire concorder complètement l’état de l’actif du trésorier et celui de la commune, en inscrivant un montant de 51 000 euros.

Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à une décision modificative du budget primitif 2017 ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 0*

*Contre : 0*

*Pour : 27*

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité, décide :***

* ***en dépenses de fonctionnement :***

***- de retirer 5 471 euros au chapitre 012 – charges de personnel et frais assimilés ;***

***- d’ajouter 5 471 euros au chapitre 68 – dotations aux amortissements et aux provisions ;***

***- de retirer 51 000 euros du chapitre 023 – virement à la section d’investissement ;***

***- d’ajouter 51 000 euros au chapitre 042 – opérations d’ordre de transfert entre sections ;***

* ***en dépenses d’investissement :***

***- d’ajouter 27 100 euros au chapitre 041 – opérations patrimoniales ;***

* ***en recettes d’investissement :***

***- d’ajouter 27 100 euros au chapitre 041 – opérations patrimoniales ;***

***- de retirer 51 000 euros au chapitre 021 – virement de la section de fonctionnement ;***

***- d’ajouter 51 000 euros au chapitre 040 – opérations d’ordre de transfert entre sections.***

1. **Ouverture de crédits d’investissement pour 2018**

Monsieur le Maire présente le sujet.

« L’article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu’au cas où le budget de la commune n'ait pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Maire peut, jusqu'à l'adoption de ce budget, mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il peut aussi mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril (30 avril les années d’élections), en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le Maire peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 0*

*Contre : 0*

*Pour : 27*

Vu l’article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales,

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité, autorise le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement aux chapitres et articles, figurant en annexe à la présente délibération, pour l’exercice budgétaire de 2018.***

1. **Autorisation donnée au Maire pour la signature de l’avenant de prolongation de la convention de gestion du Centre social du Roussillonnais**

Dominique FLACHER-LHERMET présente le sujet.

« La convention pluriannuelle de gestion du Centre social du Roussillonnais, qui lie les communes de Roussillon, Salaise sur Sanne et du Péage de Roussillon, de même que la Caisse d’allocations familiales (CAF) de l’Isère et l’association du Centre social du Roussillonnais, arrive à son terme le 31 décembre 2017.

Un avenant de prolongation de cette convention pour une durée d’un an est proposé aux cinq entités signataires, compte tenu, notamment, de l’évaluation en cours du projet social dans la perspective d’un renouvellement d’agrément par la CAF et de la fin du contrat enfance-jeunesse (CEJ) le 31 décembre 2018.

En effet, les communes et la CAF de l’Isère souhaitent que la prochaine convention de gestion soit en phase avec le nouveau projet social (2019-2022) et le prochain CEJ, en ayant la même date d’entrée en vigueur (1er janvier 2019). De cette façon, l’association du centre social, en concertation avec les trois communes et la CAF, pourra adapter son futur plan d’action au regard de ses moyens financiers.

Lors de la période relative à la précédente convention, en vigueur du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017, les trois communes partenaires ont versé à l’association de gestion du Centre social les participations suivantes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 2016 | 2017 |
| Commune de Roussillon | 113 697 euros | 113 697 euros |
| Commune de Salaise sur Sanne | 106 680 euros | 106 680 euros |
| Commune du Péage de Roussillon | 33 537 euros | 29 537 euros |

L’avenant de prolongation prévoit les participations suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
|  | 2018 |
| Commune de Roussillon | 108 013 euros |
| Commune de Salaise sur Sanne | 101 346 euros |
| Commune du Péage de Roussillon | 22 537 euros |

Le projet de nouvelle convention est annexé à la présente délibération ».

*Résultats du vote :*

*Abstentions : 2*

*Contre : 0*

*Pour : 25*

***Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité moins deux abstentions, autorise le Maire à signer l’avenant de prolongation de la convention de gestion du Centre social du Roussillonnais, pour une durée d’un an.***

La séance est levée à 20 h 10.